

États-Unis: la longue et pénible audition de l'ancien «Monsieur Covid», sur qui les Républicains veulent rejeter toutes les fautes

Aux États-Unis, le docteur Anthony Fauci, ancien conseiller médical à la Maison Blanche lors de la pandémie de Covid-19, a fait l'objet de toutes les critiques de la part de sénateurs républicains. Des accusations souvent fausses, alors que le gouvernement instaure une nouvelle politique contraignant la recherche médicale.

Publié le : 01/08/2026 - 05:23 Modifié le : 01/08/2026 - 15:20 6 min



Le Dr. Anthony Fauci comparait devant la commission sénatoriale de la sécurité intérieure et des affaires gouvernementales au Capitole, le mercredi 29 juillet 2026, à Washington. AP Photo/Allison Robbert - Allison Robbert

Par : **Paul Lorgetrie**

Ce qui devait être une simple audition devant la Commission à la sécurité intérieure du Sénat américain a vite tourné à la vindicte. Trois heures durant, mercredi 29 juillet, des sénateurs du bloc républicain ont déversé un flot continu d'accusations sur l'ancien conseiller médical à la Maison Blanche lors de la pandémie de **Covid-19**, le docteur **Anthony Fauci**, qui est resté de marbre. « *Sur les conseils de mon avocat, je décline respectueusement de répondre, au regard de mon droit à invoquer le 5^e amendement de la Constitution.* » Cette phrase, qui lui garantit le droit de garder le silence, le spécialiste des maladies infectieuses l'a répétée 111 fois sur un air toujours indifférent, le regard figé dans le vide. Son conseil, qui souhaitait, lui, prendre la parole, a été invité à prendre la porte.

PUBLICITÉ

L'immunologue de renom, auditionné près de 200 fois par le Congrès lors de ses 38 années à la tête de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses (NIAID), avait senti le coup venir. Quelques jours avant sa convocation, son journal personnel rédigé lors de la pandémie avait été diffusé, contre son gré, par le sénateur républicain du Kentucky, Rand Paul... lui-même président de la commission.

« *L'unique raison pour laquelle il me convoque ici, c'est de me faire dire quelque chose, n'importe quoi, qui pourrait justifier la réalisation de sa promesse répétée maintes fois : celle de me mettre derrière les barreaux* », a expliqué le docteur Anthony Fauci dans son propos introductif. À raison. Au terme d'une prise de parole aux accents de réquisitoire, le sénateur du Missouri, Josh Hawley, a conclu qu'il espérait « *qu'un jour ou l'autre, d'une façon ou d'une autre, quelque part, vous paierez pour vos crimes* ». Fin 2024, le conseiller médical avait été gracié de façon préventive par l'ancien président américain **Joe Biden**, le protégeant uniquement de toutes poursuites fédérales pour ses actions réalisées entre 2014 et janvier 2025.

À lire aussi

États-Unis : l'ancien «Monsieur Covid» Anthony Fauci étrillé au Sénat

En publiant son journal, les Républicains cherchent donc la petite bête. Dans **ce document** de plus de 1 100 pages consulté par RFI, Anthony Fauci revient sur ses conversations avec les différents spécialistes du coronavirus, sur ses doutes, ses recherches, mais aussi sur ses soirées mondaines avec des stars du show-business et sur la fièvre de la célébrité qui lui monte à la tête au fur et à mesure que la pandémie évolue dans le monde. Une « *mégalo*manie » qui lui est reprochée par les Républicains, alors qu'il conseille au président, **Donald Trump** à l'époque, et à différents gouverneurs d'instaurer un confinement pour contenir le virus. « *Ce qu'Anthony Fauci a dit en public était exactement l'opposé de ce qu'il a écrit dans son journal* », s'est emporté Rand Paul sur son compte X, « *non seulement il a menti au peuple américain, mais ces mensonges ont conduit à ses décisions qui ont coûté à des gens leurs moyens de subsistance, et dans certains cas, leur vie.* »

Débats sur l'origine du virus

En réalité, deux débats imbriqués se cachent derrière cette audition : la question de l'origine du virus responsable de la mort de plus de sept millions de personnes à travers le monde et, par ricochet, celle des études dites « gain de fonction », qui consiste à modifier génétiquement un virus pour augmenter sa charge virale et sa virulence de manière contrôlée afin de prévoir sa mutation et de comprendre le développement des vaccins.

Le sénateur Josh Hawley, républicain du Missouri, prend la parole alors que le Dr Anthony Fauci témoigne devant la commission sénatoriale de la Sécurité intérieure et des Affaires gouvernementales au Capitole, mercredi 29 juillet 2026, à Washington. AP Photo/Allison Robbert - Allison Robbert

En juin 2025, 27 experts indépendants missionnés par l'**Organisation mondiale de la Santé** (OMS) avançaient que « *le poids des preuves disponibles [...] va dans le sens d'une transmission zoonotique [...] soit directement par des chauves-souris, soit par un hôte intermédiaire* ». Une conclusion prudente, les **autorités chinoises** faisant de la rétention de données, nécessaires pour compléter **l'étude**.

À lire aussi

L'OMS en mission à Wuhan, le récit des origines du virus verrouillé par Pékin

Tandis que le docteur Anthony Fauci plaidait, dès 2020, pour cette thèse d'une transmission de l'animal à l'humain avec le marché de Wuhan comme « *amplificateur* », l'administration américaine privilégie aujourd'hui la théorie d'un « virus chinois » produit à une dizaine de kilomètres de ce même marché, dans un institut de virologie où des expériences « gains de fonction » étaient à l'étude en 2019. Problème, cinq ans plus tôt, ce laboratoire avait bénéficié de fonds de la part de l'Institut national de la Santé (NIH), dont dépend l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses, alors dirigé par Anthony Fauci. S'il reconnaît que 600 000\$ avaient été versés à l'Institut de virologie de Wuhan par l'intermédiaire de l'organisation EcoHealth, il a nié que cet argent avait servi au développement d'expériences problématiques.

La Maison Blanche contre les expériences « gain de fonction »

Des arguments repris un par un sur une page du site de la Maison Blanche intitulée « Lab Leak » et publiée le 18 avril 2025. Soit quelques jours avant que le président américain annonce, en mai, la signature d'un décret pour la mise en place de mesures visant à restreindre les financements des projets de « gain de fonction ». « *Il n'existe aucun laboratoire qui soit à l'abri des fuites – et cela va empêcher que des fuites accidentelles se produisent à l'avenir et mettent en danger l'humanité* », avait alors justifié sur X le secrétaire américain à la Santé, **Robert Kennedy Jr.**, connu pour ses positions « antivax ».

À lire aussi

Ce qu'il faut savoir sur les virus émergents

Un peu plus d'un an plus tard, la veille de l'audition du docteur Anthony Fauci, le ministère américain de la Santé a confirmé la mise en place de nouvelles règles interdisant « *le soutien fédéral aux recherches dangereuses de gain de fonction menées aux États-Unis et à l'étranger* » et instaurant « *un examen indépendant rigoureux pour certaines recherches à haut risque* ».

Cette nouvelle politique « *définit largement plusieurs catégories de recherche qui, si elles sont fermées, entraveront notre capacité en tant que nation à faire face aux menaces de maladies infectieuses et à répondre aux futures épidémies* », s'inquiètent les membres de l'American Society of Microbiology (ASM) dans un communiqué diffusé le 29 juillet. Pour éviter tout risque, le chef de la stratégie de l'organisation, Allen Segal, conseille d'investir dans les infrastructures et dans la formation plutôt que de contraindre la recherche, au risque de ne pouvoir répondre à la prochaine pandémie.

Partager :     

CONTENUS SPONSORISÉS

Les plus lus

1 31/07/2026 **À Madagascar, premier vendredi de port obligatoire...**

2 31/07/2026 **Secrétariat général de l'ONU: le Sénégalais Macky...**

3 30/07/2026 **France: qui a voté contre la lutte anti-incendies?**

Également sur RFI

Colombie: au moins 11 blessés dans l'explosion d'un camion piégé, à six jours de l'investiture du président élu

Pérou: l'ex-président Humala est sorti de prison après l'annulation de sa condamnation

REPORTAGE
Chili: l'ultradroite veut restreindre l'accès à l'avortement avec le projet de loi «Écoute son cœur»

Venezuela: un nouveau cycle de négociations débute ce samedi sous l'égide des États-Unis

États-Unis: la longue et pénible audition de l'ancien «Monsieur Covid», sur qui les Républicains veulent rejeter toutes les fautes

ENTRETIEN
Brésil: «Lula est le seul candidat capable de rassembler la gauche et une partie du centre»

Signe d'une crise inédite, Washington pourrait bloquer la nomination de l'ambassadeur de France

Javier Milei signe un décret pour interdire l'entrée du pays aux étrangers hostiles à l'Argentine

États-Unis: le Nouveau-Mexique engrange des milliards de dollars avec la flambée des prix du pétrole

Venezuela: premiers dynamitages d'immeubles touchés par le séisme

Bolivie: un nouveau mandat d'arrêt émis contre l'ex-président Evo Morales

Canada: les appels se multiplient pour créer un centre national capable d'anticiper les feux de forêt

Chili: une femme annoncée disparue sous la dictature de Pinochet réapparaît 50 ans plus tard

Poursuivez votre lecture sur les mêmes thèmes :

